

O. Breyer

5 Centimes. — N° 153. — 13^e ANNÉE. — MERCREDI 16 FEVRIER 1916.

L'unité de direction a fait un grand pas : L'Italie a déjà cessé tout commerce avec l'Allemagne.

Lettres du Front

LES PENSEURS GRAVES

Depuis dix-neuf mois de guerre, je n'avais pu encore aller au pays natal revoir les paysages familiers, au milieu desquels la tradition défile les événements ; au pays où l'on se connaît de père en fils et où, aux heures historiques, s'échangent sur les plus troublantes transformations du monde des calmes réflexions.

J'suis allé : j'ai vu mes chers paysans, réfugiés et pondérés ; j'ai causé familièrement, longuement, avec eux dont les fils se battent et qui, loin de la fièvre des villes et de l'étonnante activité, conservant au cœur, sans trahir leur émotion, l'angoisse poignante de leurs inquiétudes personnelles, jugent, en penseurs graves, les combats de l'Europe et les faits de la grande lutte déchaînée.

De tout ce qu'on leur a dit, ils n'ont cru que ce qu'ils devaient croire, et leur bon sens leur a fait saisir l'information juste parmi les nouvelles tendancieuses.

Journalistes aux optimismes lâches et imprécis, qui avez cru, au début de la guerre, pouvoir les traiter en mineurs, qui jugiez mal, du fond de vos salles de rédaction, leur perspicacité tenace, ce n'est pas pour eux que vous avez écrit ! Ils ne vous ont compris que quand vous disiez vrai et que vous vous efforcez de réveiller, dans ses sources profondes, pour l'organisation nécessaire, l'énergie nationale.

Parlementaires, quand vous avez négligé de discuter les grands problèmes nationaux, ils n'ont pas compris vos séances d'apparat, moins encore quand vous avez apporté à la tribune française des pensées triviales et le désordre d'infimes questions. Mais ils suivent avec attention le travail soutenu et discret de vos commissions.

Ils sont juges, et bons juges, parce qu'ils réfléchissent : ils n'ont pas hâte d'apprendre le faux ; de leur champ, chaque jour, ils observent la progression lente du soleil et savent que l'heure de savoir, en son temps, arrive.

Ils n'ont pas besoin pour vivre des nouvelles rapides, heurtées, contradictoires, servies au jour le jour, qui font causer les citadins : ils ne pensent pas avec leurs nerfs : l'écho qui justement leur apportait le bruissement des entrevues romaines, la description de leur décor, le chatoiement des enthousiasmes populaires et les louanges emphatiques des historiographes les laissait indifférents, parce qu'ils ignoraient qu'en seraient les effets réels.

En écoutant les discours que mes paysans tenaient, je songeais au forum antique, et aux sobres paroles que la pure langue latine permettait aux Romains conquérants, paysans comme eux.

J'admirais leurs déductions serrées : sans se payer de mots, sans se leurrer d'idées, ils raisonnaient en vigoureux logiciens ; dépourvus les événements de toutes leurs contingences et faisant courageusement la part de ce qu'ils ignoraient, de ce que peut-être autant qu'eux tout le monde ignore, ils portaient sur toutes choses de sains jugements.

Et puis ils savent plus que d'autres parce qu'ils écoutent et observent...

Leurs fils, les permissionnaires, sont revenus plusieurs fois déjà se faire choyer et fêter ; émancipés soudain, ils se sont chargés de raconter à ceux qui n'ont rien vu : ils ont narré à ces travailleurs du sol comment sur la ligne de feu s'organisait la résistance ; comment, pour défendre la terre française, ils avaient fouillé et hérisse d'obstacles ; comment, soutenus par l'espoir d'en chasser l'ennemi, ils sortaient des tranchées pour l'attaque. Ils ont fait le récit des moindres détails de leur vie, expliqué l'utilité de tout... puis subitement ils se sont tus...

Les vrais combattants ne racontent pas l'horreur des champs de bataille et les dououreuses agonies.

« Tu n'as pas besoin de savoir cela : c'est notre affaire, » répondait un guerrier de dix-huit ans que sa mère pres-

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51

Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

La guerre navale

La prochaine surprise ?

Il y a quelques jours, l'archiduc Charles-Stephen, commandant en chef de la marine impériale autrichienne, accompagné de son état-major, est arrivé à Berlin pour discuter avec l'admiral von Tirpitz et le prince Henri de Prusse la coordination plus parfaite dans l'action navale austro-allemande. Les grands chefs des deux marines des empires centraux se sont rendus ensemble à Kiel et à Wilhelmshafen.

Le champ des hypothèses est ouvert aux chercheurs et déjà l'un d'eux, plus imaginatif que raisonnable, n'hésite pas à déclarer que la flotte allemande rompra bientôt le blocus, forceira le Pas de Calais et, après avoir défilé devant tous les ports anglais et français de la Manche, fera route à toute vitesse sur le détroit de Gibraltar, qu'elle franchira avec une vitesse encore plus grande, pour surprendre les flottes alliées en Méditerranée, les battre et faire de ce grand lac latin un étang germano-autrichien.

C'est de la haute fantaisie. Mais on est maintenant si habitué aux choses les plus fantastiques que la première impression n'est pas du tout l'inévitabilité et que l'on entend dire : « Avec ces gens-là, il faut s'attendre à tout. »

Les enseignements de cette guerre, sur terre et sur mer, ne nous laissent aucun doute sur la hardiesse de nos ennemis. Nous devons donc croire que cette conférence des grands chefs des flottes d'Allemagne et d'Autriche sera suivie d'un acte.

Il ne faut pas perdre de vue que la flotte de guerre allemande est intacte et plus forte qu'au commencement des hostilités, puisque les quelques pertes qu'elle a subies ont été compensées et au-delà par des navires neufs entrés en service. Il ne faut pas oublier non plus que cette flotte représente une puissance considérable que les Anglais ont toujours estimée à sa valeur et qui a motivé l'accroissement des forces navales britanniques.

La flotte anglaise, qui vient d'être renforcée de quatorze cuirassés de premier rang, est très supérieure en nombre à la flotte allemande, avec laquelle elle a le plus grand désir de se mesurer. Mais les batailles navales ne se livrent pas aussi facilement qu'on le pense. Les adversaires n'engagent pas d'un seul coup toutes leurs forces. Le combat naval peut masquer ou faciliter une opération dont on escampte les avantages au point de vue général de la conduite de la guerre.

Les Allemands projettent peut-être de faire un raid de bombardement sur les côtes anglaises ou les nôtres, ou bien, à la faveur d'un engagement, de favoriser le passage d'une escadre de croiseurs destinés à jeter la perturbation dans l'immense trafic maritime des puissances alliées.

Que l'on ne vienne pas surtout soulever l'objection du ravitaillement impossible de ces navires parce que les Allemands ont perdu toutes leurs colonies. On peut être certain que, s'ils ont décidé de faire une telle expédition, ils en ont prévu les moindres détails.

Nous sommes maîtres de la mer et cette maîtrise nous assurera la victoire à condition que nous ne nous laissions pas surprendre une fois de plus. Veillons au grain.

Raymond Lestonnat

LA CRISE DU PAPIER

Réunion des directeurs de journaux

Conformément à la décision prise le 11 février dernier par les représentants des journaux quotidiens assemblés en un groupement des intérêts économiques de la presse française, la commission chargée d'étudier les moyens d'arrêter très rapidement et très énergiquement la crise qui sévit actuellement sur la fabrication et l'importation du papier s'est réunie hier matin, au siège du syndicat de la Presse républicaine départementale, 22, rue de la Chausée-d'Antin.

Assisté à cette réunion :

MM. Adeline (la *Dépêche de Rouen*), Bailliby (l'*Intransigeant*), Bergaud (le *Petit Journal*), d'Hubert (l'*Echo de Paris*), J. Dupey (le *Petit Parisien*), Ch. Humbert (le *Journal*), Réal (Association de la Presse républicaine départementale), Remondel (l'*Humanité*), Sapène (le *Matin*), G. Téry (l'*Œuvre*), Viguer (le *Moniteur de l'Oise*), Scheller (le *Matin*), secrétaire, et Crolard, président intérimaire du Syndicat professionnel de l'Union des fabricants de France.

L'INÉGALE INFORTUNE

Les rescapés du torpillage du *Ville-de-la-Ciotat* ont lu avec beaucoup d'intérêt le discours prononcé par le ministre de l'Intérieur aux funérailles des victimes du zeppelin. Ils ont appris avec satisfaction que le Gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour secourir les survivants de ce raid que nous n'avons su empêcher.

Mais l'hommage qu'ils ont ainsi rendu à la bonne volonté de nos gouvernements ne les a pas empêchés, faisant un retour sur eux-mêmes, de constater qu'il est parfois moins terrible d'être victime de la piraterie boche dans les airs que sous les flots. En effet, alors que les malheureuses familles éprouvées par les bombes allemandes ont reçu des marques effectives de la sympathie officielle, les pauvres naufragés du *Ville-de-la-Ciotat* en sont encore à attendre le plus petit secours.

Il faut avoir le courage de révéler ces choses, si peu encourageantes qu'elles soient. Non seulement les autorités ne se sont pas occupées des rescapés à leur arrivée à Marseille, mais la compagnie à laquelle appartenait le vapeur torpillé semble avoir voulu les ignorer jusqu'au bout. Voici, du reste, le récit émouvant que nous a fait des vicissitudes qu'ils ont eu à subir l'un de ces survivants :

« Sans argent, vêtus pour la plupart d'habits de fortune, empruntés en cours de route, nous dûmes nous diriger, dès notre arrivée à Marseille, vers le commissariat central de police. Comme nous étions au 1^{er} janvier et que la police marseillaise fêta dignement le jour de l'an, nous trouvâmes portes closes. Expédiés alors sur la préfecture, à pied naturellement, nos moyens ne nous permettant pas le tramway, nous arrivâmes après une promenade de trois kilomètres, juste pour apprendre qu'un certificat de la police de la rade nous était nécessaire. Trois kilomètres encore et, à la rade, on nous déclara que la pièce exigée ne pouvait être délivrée que sur le vu d'une attestation de la compagnie maritime. Mais ces allées et venues nous ayant demandé beaucoup de temps, il faisait nuit, les bureaux étaient fermés et nous dûmes, en attendant le lendemain, mendier un gîte que tous n'obtinrent pas et nous serrer la ceinture. Le lendemain se trouvait être un dimanche ; l'employé de service, ignorant les connaissances et les dossiers, nous pria tout simplement de revenir le lundi. Il nous fallut recommencer à tendre la main, à implorer un grabat et à serrer d'un nouveau cran notre ceinture. Et depuis nous attendons qu'on daigne enfin nous assister un peu ! »

Cette déclaration est assez triste pour se passer de commentaires. Nous n'ignorons pas que, sur l'initiative de la compagnie de navigation propriétaire du bateau torpillé, une messe de *Requiem* a été dite à la mémoire des quatre-vingt-six disparus. C'est quelque chose.

Ce n'est pas assez.

Les mafles

L'Auteur

L'auteur entra dans le bureau de M. Quinson sans frapper. Furieux, d'ailleurs.

— Mon cher, vous êtes extraordinaire ! Sans seulement me prévenir, vous remplacez la petite Rainette par la première osseille venue, si bien que ses trois scènes se fichent par terre.

M. Quinson eut un geste las.

— Je sais ! Rainette a prévenu hier soir à cinq heures qu'elle était malade : l'administration a fait pour le mieux...

Mais l'auteur était déchainé :

— M. Quinson eut un geste las.

— Je sais ! Rainette a prévenu hier soir à cinq heures qu'elle était malade : l'administration a fait pour le mieux...

Mais l'auteur était déchainé :

— C'est la guerre !

— La guerre ! vous me faites rigoler avec la guerre. Est-ce que je suis mobilisé ? est-ce que votre régisseur est mobilisé ? est-ce que la petite Rainette est mobilisée ?... Et vous, vous aussi, vous êtes là !

— Pour l'instant ! mais j'ai été mobilisé quelques mois et il y a beaucoup de chances pour qu'on me rappelle prochainement.

L'auteur changea de couleur :

— Vous ?

— C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire !

L'auteur devenait dramatique :

— Ils se fichent de tout le monde, au

ministère ! Qu'est-ce que vous avez l'intention de faire ?

— De partir, parbleu !

— Nous voilà dans de beaux draps ! D'ailleurs, mon cher, permettez-moi de vous dire que vous vous conduisez dans tout ceci avec une inconcevable légèreté !

— Moi ? dit Quinson.

— Parfaitement, vous ! on ne prend pas tous les théâtres de Paris quand on est à la merci de l'autorité militaire. Et nous vous partiez, vous fermez ?

— Nécessairement !

— Tous vos théâtres ? c'est-à-dire tous les théâtres de Paris, ou à peu près ? Alors, nous, nous les auteurs, qu'est-ce que nous devons ? Et quand je dis « nous », c'est à moi que je pense. Dans les choux ! Je n'ai plus que la ressource de crever la faim, parce que Quinson qui détenait les théâtres a renoncé un beau matin à les exploiter et juge préférable d'aller se faire casser la figure sur le front.

— Oh ! fit Quinson, pacifique.

— Et pour épater qui ?

Le directeur se leva nonchalamment :

— Enfin, il y a beaucoup d'auteurs qui n'ont pas été joués depuis la guerre...

— Parbleu, ils sont dans les tranchées, ils n'ont pas besoin d'argent, tandis que moi...

Quinson conclut :

— Je ne peux rien ! que voulez-vous que je fasse ?...

— Si ! interrompit l'auteur qui avait ses idées, comme tous les auteurs. Vous pouvez nous faire mobiliser sur place. Mais oui ! Il faut des canons, des munitions, des aéros, c'est entendu ; c'est pour le front ! Mais pour l'arrière, il faut des distractions, des choses gaies, des revues, des pièces, de bonnes pièces, les miennes ! Voilà ce qu'il faut si l'on veut que les lessives tiennent ! Vous avez votre mission comme j'ai la mienne. Allez trouver le ministre, mon cher, et au galop : il faut que vous le fassiez comprendre... et il comprendra, je vous en réponds.

— Vous croyez ? dit Quinson avec un inimitable accent du Midi.

— Parbleu !

Et à mi-voix, en enfiant la plus tiède des pelisses, l'auteur ajouta : « C'est très joli, la guerre ; mais il ne faut tout de même pas penser qu'à ceux qui se battent ! »

Jacques Baudier

Propos d'un grincheux

La Gaffe

Les Allemands ont lancé des bombes sur la basilique de Ravenne. Ils ont détruit le porche de ce sanctuaire que fonda Théodoric et où sans doute s'agenouilla Charlemagne, avant de ceindre le bandeau d'exarque. Je ne sais si les professeurs d'outre-Rhin applaudiront à ce haut fait. J'ai de la peine à n'y pas voir une très lourde maladresse : une gaffe, si vous aimez mieux.

Aux premiers jours de la guerre, nos ennemis prétendent soumettre l'univers par l'effroi. Et ils avaient trouvé un argument : « Mieux vaut, disaient-ils, une courte atrocité qu'un lent massacre. » Affreuse logique, mais logique.

Aujourd'hui, quel fruit peuvent-ils attendre de leur barbarie ?

Une haine renouvelée, et la conviction supplémentaire qu'entre eux et nous rien n'est commun. En outre, l'indignation réchauffée des neutres.

Ce sont des sots.

Le bombardement de la cathédrale de Reims, l'assassinat de miss Cavell présent sur l'Allemagne autant qu'une défaite. Lorsqu'un officier allemand, penché sur la petite nurse évanouie, lui casse la tête à coups de pistolet, l'univers frémît. L'univers, même celui des commerçants pratiques et des courtiers en cuivre.

Ils font des projets, les Allemands ! Ils

Cette réunion a permis aux représentants des quotidiens français d'affirmer l'esprit de complète solidarité professionnelle qui les anime en même temps que leur désir très nettement exprimé de ne rien négliger pour que le public français continue à recevoir de la Presse les informations et les renseignements dont il ne saurait se passer dans les circonstances actuelles.

La commission, prenant acte d'un accord existant déjà entre le *Journal*, le *Matin*, le *Petit Journal* et le *Petit Parisien*, accord aux termes duquel ces journaux paraîtront désormais sur un nombre maximum de pages fixé dès à présent à quatre pages cinq jours par semaine, et à six pages les autres jours, a remis à une prochaine séance l'examen plus approfondi de la limitation du nombre de pages.

Sur la proposition de M. Charles Humbert, il a été en outre convenu que les journaux possesseurs de stocks importants de papier en mettraient dans la mesure du possible une partie à la disposition de ceux de leurs confrères qui se trouveraient momentanément dans l'impossibilité d'assurer leur tirage ; cette partie a été fixée au maximum de 1/5 des stocks. Enfin, deux sous-commissions, composées, l'une de MM. Ch. Humbert (*le Journal*), Bailby (*l'Infansier*), Renaudel (*Humanité*), Schöller (*le Matin*), secrétaire, et l'autre de MM. Renaudel (*l'Humanité*), Téry (*l'Œuvre*), Réal (*Association de la Presse républicaine départementale*), Schöller (*le Matin*) secrétaire, et chargées chacune d'un mandat déterminé, ont été désignées pour agir d'urgence dans le but de parer aux besoins les plus immédiats de la Presse quotidienne. M. d'Hubert (*Echo de Paris*) sera adjoint à l'une de ces sous-commissions qui doit se rendre prochainement à Londres.

La commission se réunira de nouveau au siège social du syndicat de la Presse républicaine départementale, le mardi 22 février à 10 h. 1/2 du matin. Quant à la seconde réunion du groupement des intérêts économiques de la Presse française, réunion au cours de laquelle la commission fera connaître les premiers résultats de ses travaux, elle aura lieu à la Société des ingénieurs civils de France, 19, rue Blanche, le vendredi 25 février, à 2 heures du soir.

La question persane ET LA GUERRE

Les peuples et les gouvernements d'Orient ont toujours joué de la division des grandes puissances. Ce principe régit particulièrement les affaires et la politique persanes qui peuvent se résumer ainsi :

En Perse, on s'est cru prévenu contre toutes les mauvaises chances par les sympathies de la Russie et de l'Angleterre agissant les unes dans un sens les autres dans un autre, de telle sorte qu'elles doivent se faire contre-poids dans les pires éventualités.

L'Allemagne, de tout temps et particulièrement depuis l' entrevue de Potsdam, a pensé et pense encore que les conflits d'intérêts qui existent entre l'Angleterre et la Russie en Asie offrent certainement la possibilité de gêner ou même de contrecarrer les actions communes de ses adversaires.

Pour les Allemands, la Perse est un champ de bataille, pour la diplomatie française il n'y a à Téhéran que des instructions négatives appliquées plus négativement encore. Les Persans « entomphiles » et surtout les Persans francophiles se perdent en conjectures sur les raisons du sommeil entomiste et du sommeil français. Et pourtant l'Iran est le point de convergence et de concentration des lignes transcaucasienne, transcaspienne et transpersane qui mettront en communication l'Europe et l'Asie par une ligne ininterrompue. Aujourd'hui toute l'action turco-allemande dans l'Empire des chahs repose sur la communication du Bagdad qui relie Stamboul à Ispahan, et le grand effort que va tenter von der Goltz en Mésopotamie sera dirigé vers la Perse. Il faut donc maintenir l'entreprise du chemin de fer indo-européen à l'abri des tentatives turco-allemandes contre tout essai de monopolisation et d'exploitation du pangermanisme sur les grandes routes de l'activité humaine. Il faut assurer la sauvegarde des deux grandes voies du monde : de Berlin à Saloumique ; de Berlin au golfe Persique.

Tel est le sujet du nouveau livre de M. G. Demorgny, jurisconsulte du gouvernement persan, déjà apprécié pour une excellente étude sur la question du Danube (Librairie Sirey. Témoins directeur, Paris 1916).

« Ceci est une comédie, parfois un drame d'espionnage », dit Lucien Hubert dans la préface de *La Question Persane et la Guerre*. « Personnages : Deux anciennes rivales réconciliées, l'Angleterre et la Russie ; une charmante personne insouciante et désintéressée, la France ; d'astucieux et souples Persans qui méconnaissent trop souvent les « sages et honnêtes prescriptions de leur khalife Ali ; une lourde figure de profiteuse, la Turquie allemande. »

René Pinon, dans la *Revue des Deux-Mondes* dit qu' « il ressort clairement de ce livre la nécessité pour la France et ses alliés d'adopter vis-à-vis de l'antique Iran une politique et des procédés nouveaux. »

En effet, on comprend bien vite à la lecture de l'étude de M. Demorgny l'humanité et les dangers d'accords soupçonneux comme l'accord anglo-russe de 1907, origine d'un duel courtois, mais à la faveur duquel s'est faufilé le

Turco-Boche, cet éternel troisième larron du drame économique contemporain.

Qu'adviendra-t-il des destinées de l'Iran ? Les puissances de l'Entente ne doivent pas oublier un seul instant que le drapeau des Alliés doit porter vraiment dans ses plis la liberté du monde. Cette devise s'impose au moment où le Parlement et le Gouvernement de la République se préoccupent de la réorganisation de la propagande française dans les pays musulmans. L'appui et le concours de nos alliés nous manquera pas. Une sûre méthode dans l'action implique une belle discipline des amitiés. Il faut que ceux qui collaborent s'unissent pour les œuvres de libération et d'affranchissement contre le Turc et le Boche, contre ces éternels ennemis des œuvres loyales.

Hors d'œuvre

L'INSOLTE SUPRÈME

Le journal technique *Zoo* publie un article de protestation contre l'habitude prise par la presse de donner aux Allemands des noms empruntés au vocabulaire zoologique. Ces comparaisons sont jugées offensantes pour le cochon, la vache, le veau, l'âne et même pour le tigre, le serpent et le vautour.

Nous ne savons pas dans quelle mesure l'insulte slave a usé ou abusé de ce style imagé.

Mais les animaux ainsi dépréciés à l'Est ont trouvé à l'Ouest de très larges compensations.

Jamais plus, en France, vous n'entendrez donner à un nom de bête une acceptation pécorative.

Lorsque deux messieurs ont une discussion en tramway ou dans le métro, lorsque deux dames ont une prise de bec au marché, lorsque la discussion s'envenime au point de perdre toute courtoisie et toute mesure, vous n'entendez plus les bellégants se donner des noms d'oiseaux, se traiter mutuellement d'âne, de volaille, de bétail ou de poivron (ou, les légumes aussi étaient calomniés avant la guerre). Une seule insulte a cours désormais :

— Tête de Boche !

Lorsqu'un pivot anachronique a sur la voie publique une discussion avec un gardien de la paix (cet incident est peu fréquent, car les pivots sont devenus rares et les gardiens de la paix presque introuvables), il ne traite plus de « Bourrique » ni de « veau », le représentant de l'ordre public.

Il murmure entre ses dents, en prenant bien garde de n'être pas entendu :

— Espèce de Boche, va !

Et de même, écoutez les gosses qui se rouent dans le ruisseau en s'arrachant mutuellement des poignées de cheveux :

— Boche ! Sale Boche ! Je te dirai à ton père...

C'est ainsi que les animaux, par comparaison, ont remonté dans l'estime des hommes, depuis que certains hommes sont descendus très au-dessous des animaux.

ZETTE.

Locomotions ataxiques

A la suite d'un écho que nous avons publié sur l'immobilisation des convois dans les gares voisines de Paris (Trappes, Sèvres, Saint-Cloud, Versailles) un certain nombre de lecteurs charitables se sont ingénier à chercher des locomotives pour venir au secours de l'Etat.

L'un d'eux vient d'en trouver plusieurs centaines qui sont immobilisées à Oissel, près de Rouen. Ces locomotives sont prêtes à se dérouiller les bielles, le jour où on leur fournira de la vapeur pour les mettre en mouvement, de l'eau

pour faire de la vapeur, du charbon pour faire chauffer l'eau, des chauffeurs pour allumer le charbon.

Car il faut faire marcher le piston pour débusquer une locomotive.

L'Araignée du Kaiser

Notre collaborateur Georges de la Fouchardière vient de faire éditer par la librairie Payot son roman fantaisiste et fantastique *L'Araignée du Kaiser*, qui eut un si vif succès lors de sa publication en feuilleton dans *l'Œuvre*.

Cet ouvrage est en vente dans nos bureaux, au prix de 3 francs. Envoi franco contre 3 fr. 50.

Pratique mais incorrect

« Qui veut écrire doit payer », disions-nous sauf les militaires — bien entendu — qui, eux, ont droit sans conteste à la franchise postale. Et pourtant, parmi les militaires eux-mêmes, il s'en trouve qui abusent singulièrement.

C'est ainsi qu'un médecin-major de la réserve, qui porte le nom d'un roi célèbre pour avoir dansé dans des circonstances que nul n'ignore, a envoyé, à la fin de l'année, le compte de ses honoraires à tous ses clients parisiens, sous enveloppe non affranchie mais ornée d'un timbre impressionnant... Ce timbre est celui de l'hôpital auxiliaire qu'il dirige dans une ville de la Côte d'Azur.

Ne trouvez-vous pas que ce monsieur, qui est payé par le gouvernement comme médecin militaire, pourrait à son tour payer pour faire rentrer l'argent qu'il a gagné comme médecin civil ?
Oui, n'est-ce pas ? Nous aussi.

Canard à la rouennaise

Une alerte a eu lieu samedi dernier à Rouen, par suite du passage d'un zeppelin que personne n'a vu et dont personne n'a entendu le moteur.

Le *Journal de Rouen* nous donne l'explication de ce phénomène : la confusion vient du fait qu' « actuellement les deux planètes Jupiter et Vénus sont très proches l'une de l'autre et que, dans la brume, leur groupe a été pris pour un navire aérien ». Vénus jouait le rôle de phare d'avant, Jupiter le rôle de phare d'arrière. Tout s'explique...

(C'est sans doute pour éviter une pareille confusion qu'à Paris on éteint tous les becs de gaz.) Le *Journal de Rouen* ajoute que « le monstre, cette fois, n'a causé aucun dégât ».

Les Allemands meurent de faim

On lit dans la *Tribune de Genève* que l'Allemagne vient d'accorder l'exportation des pommes de terre.

Et à quel prix ? à douze francs les cent kilos franco de port dans toutes les stations de chemins de fer suisses, soit 0 fr. 12 le kilo.

Ne croyez pas sans réserves que les Allemands en sont réduits à manger le cuir de leurs vieilles bottes.

Evasions

On annonce que deux vapeurs allemands ont réussi récemment à s'enfuir des ports sud-américains où ils étaient internés : ce sont le *Bahrenfeld*, qui était à Buenos-Aires, et le *Turpin*, qui se trouvait interné à Punta-Arenas, au Chili.

Quiconque a eu l'occasion de voir un bateau à vapeur sait que c'est très gros.

Quiconque a eu l'occasion d'entendre un bateau à vapeur sait que ça fait beaucoup de bruit, surtout quand ça bouge.

Alors, on se demande comment le *Bahrenfeld* et le *Turpin* ont pu filer à l'anglaise des ports sud-américains où ils étaient prisonniers. Leurs géoliers devaient dormir d'un sommeil très profond.

Détresse

De New-York Herald :

Combien existe-t-il d'artistes malheureux que leur dignité empêche de tendre la main... Mme E. Simon, si compatissante à toutes les détresses, citait le cas d'une malheureuse femme dont le mari, artiste connu, officier de la Légion d'honneur, se voyait forcé de ne pas sortir pour ne pas étailler sa détresse, car elle n'a même pas de quoi faire du feu chez elle.

Toutes les infirmités sont respectables ; il serait malsaint d'en sourire. Mais on ne comprend pas très bien pourquoi cet artiste connu se trouvait obligé de rester dans sa maison du fait que sa femme ne pouvait y faire du feu.

La crise du Français

Les personnes qui possèdent des billets de banque ne lisent pas assez les inscriptions qui y figurent.

Sur tous les billets, en effet, se trouve ce texte menaçant :

L'article 189 du Code pénal punit des travaux forcés à perpétuité ceux qui autorisent ou falsifient les billets de banque autorisés par la loi, ainsi que ceux qui auront fait usage de ces billets.

Ainsi ceux qui auront fait usage des billets de banque autorisés par la loi seront punis des travaux forcés à perpétuité.

Nous commencerons dans quelques jours la publication d'un roman inédit de Jean Drault :

LES MYSTÈRES DE CORNEVILLE

ou

L'Espion malgré lui

La littérature contemporaine est pleine de « mystères ».

Il y eut les Mystères de Paris, d'Eugène Sue ; les Mystères de Londres, de Paul Féval ; les Mystères de Marseille, d'Emile Zola ; il y a les Mystères de New-York, grand roman-cinéma américain adapté par Pierre Decourcelle ; il y aura les Mystères de Corneville, qui auront un autre son de cloche et qui offriront cette particularité assez nouvelle et un peu hardie de n'être projetés sur aucun écran au fur et à mesure de leur publication.

CONSEIL DES MINISTRES

Au Conseil des ministres tenu hier matin, le président du Conseil et M. Léon Bourgeois ont rendu compte de leur voyage en Italie et ont exprimé la très grande satisfaction qu'ils en ont rapportée.

Le Conseil a chargé M. Malvy, ministre de l'Intérieur, de demander au Sénat la mise à l'ordre du jour et le vote du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées.

A ce sujet, on annonce que M. Méline, ministre de l'Agriculture, insistera sur la taxation de certaines céréales et notamment de l'avoine qui atteint des prix exagérés. D'autre part, le ministre de l'Agriculture envisage la question d'une prime pour l'emballage du blé par un projet spécial.

Le bénéfice exceptionnel est celui qui excède le bénéfice normal.

Ce bénéfice normal est déterminé d'après la moyenne des résultats effectifs des trois exercices antérieurs au 1^{er} août 1914.

Les intéressés seront tenus de produire une déclaration nécessaire à l'établissement de la taxe. S'ils ne se conforment pas à cette obligation, le bénéfice normal est évalué à 6/0 du capital engagé dans l'entreprise.

Un industriel qui gagnait 200.000 francs

avant la guerre et qui gagne 400.000 depuis le 1^{er} août 1914, sera taxé sur 200.000 francs.

Le bénéfice exceptionnel est celui qui excède le bénéfice normal.

Ce bénéfice normal est déterminé d'après la moyenne des résultats effectifs des trois exercices antérieurs au 1^{er} août 1914.

Les intéressés seront tenus de produire une déclaration nécessaire à l'établissement de la taxe. S'ils ne se conforment pas à cette obligation, le bénéfice normal est évalué à 6/0 du capital engagé dans l'entreprise.

Un industriel qui gagnait 200.000 francs

avant la guerre et qui gagne 400.000 depuis le 1^{er} août 1914, sera taxé sur 200.000 francs.

Le bénéfice exceptionnel est celui qui excède le bénéfice normal.

Ce bénéfice normal est déterminé d'après la moyenne des résultats effectifs des trois exercices antérieurs au 1^{er} août 1914.

Les intéressés seront tenus de produire une déclaration nécessaire à l'établissement de la taxe. S'ils ne se conforment pas à cette obligation, le bénéfice normal est évalué à 6/0 du capital engagé dans l'entreprise.

Un autre amendement de M. Landry assimile les commanditaires aux exploitants. Il est adopté.

Deux amendements de MM. Lairolle et Bailly sont impitoyablement massacrés ; ils tendaient à restreindre les catégories d'imposables.

Un amendement Moll et un amendement Mistral sont renvoyés à la commission des marchés.

L'article premier est adopté.

Séance demain jeudi.

A la Chambre

Les bénéfices de guerre

M. Deschanel donne lecture, au début de la séance, d'une dépêche de sympathie adressée de Nice au Parlement français par les membres de la Skouphina (Chambre des députés serbes) à leur arrivée en France, et dans laquelle ils témoignent de leur « foi inébranlable dans la victoire finale et dans l'avenir d'une Serbie unie et prospère ».

DERNIÈRES NOUVELLES

QUERELLE D'ALLEMANDS entre Allemands

La commission du budget de la Chambre des députés de Prusse a fait au gouvernement une requête l'instant où, pour mieux dire, la sommant de donner un développement intensif à la guerre sous-marine.

Le gouvernement lui a répondu par la voie du journal qui lui sert de porte-parole, la Gazette de l'Allemagne du Nord, qu'elle se mêlait de ce qui ne la regarde pas, attendu que la conduite de la guerre est du domaine des questions d'empire, dont les diétés n'ont pas à s'occuper.

La-dessus, grande querelle. Les journaux de la bonne obéissance prussienne envoient promener la Gazette de l'Allemagne du Nord et leur ton rappelle celui que les bismarckiens prenaient jadis avec le pauvre chancelier Caprivi, successeur de leur grand homme. Le Caprivi d'aujourd'hui, c'est M. de Bethmann-Hollweg, considéré par les seigneurs de la noblesse et de la grande industrie comme une espèce de complot avec lequel on n'a pas besoin de se gêner.

Bethmann-Hollweg se fait défendre par la presse libérale, laquelle dit : « On veut mettre à la porte le chancelier, parce qu'il est brave homme et conciliant, parce qu'il réprouve les anomalies exagérées, parce qu'il ne veut pas d'une guerre sous-marine barbare, laquelle suscitera d'irréconciliables haines et retardera la paix. Car M. de Bethmann-Hollweg veut la paix. »

Voilà le grand mot : la paix. Au fond, le chancelier est charmé de ces attaques. Il s'imagine qu'elles vont le rendre sympathique aux Alliés et c'est effectivement aux Alliés que s'adressent les répliques de ses journaux. Rien, du reste, ne garantit que Bethmann-Hollweg et ses contradicteurs ne sont pas d'accord. Il se fait flétrir avec virulence, espérant qu'en le voyant abreuver d'injures par le clan de la manière forte, les Alliés l'accueilleront en ami et lui consentiront la paix germanique pour le dédommager. Somme toute, les brutes de la Diète de Prusse nous déplaisent encore moins que ce faux bonhomme : elles sont hideuses, mais sa fourberie répugne davantage.

— ACHILLE PLISTA.

AUTOUR DE SALONIQUE

M. Skouloudis s'est adouci

Athènes, 15 février. — À la Chambre, M. Skouloudis déclare que les Alliés à Salonique, accorderont toutes les facilités aux habitants pour qu'ils puissent aller d'un village à l'autre et vaquer à leurs affaires. Il ajoute qu'il espère pouvoir incessamment annoncer que les Alliés autoriseront le ravitaillement de la Macédoine comme il s'effectuait auparavant.

Les déserteurs bulgares

Salonique, 15 février. — De nombreuses défections continuent à se produire sur le front bulgare et inquiètent vivement le gouvernement de Sofia.

Un ordre du jour adressé à tous les corps de l'armée bulgare dit que tout déserteur bulgare risque de voir sa famille condamnée à l'emprisonnement. On espère ainsi arrêter les défections.

Départ de troupes grecques

Salonique, 15 février. — Le prince André de Grèce est parti hier de Salonique pour rentrer à Athènes.

La brigade de cavalerie grecque a quitté Salonique également hier.

M. Venizelos persévere dans l'abstention

Londres, 15 février. — D'Athènes au Daily Chronicle : « Au sujet de sa candidature annoncée au siège de Mityléne, M. Venizelos assure qu'il n'a pas l'intention pour le moment de sortir de sa retraite politique. Il prend si peu d'intérêt, a-t-il dit, aux actes de la nouvelle assemblée grecque qu'il ne prend même pas la peine de lire les comptes rendus des débats de la Chambre. »

EN ALBANIE

Les Bulgares ne sont pas à Fieri

Quelques journaux ont annoncé l'occupation par les troupes bulgares de la ville de Fieri, située à environ 30 kilomètres au nord de Vallaona. Rien n'autorise à croire à l'exactitude de cette nouvelle, les troupes bulgares étant encore engagées dans la région de E. Bassan.

Mais ils menacent Durazzo

Brindisi, 15 février. — D'après les renseignements parvenus ici, les troupes austro-bulgares menacent Durazzo. Les avant-gardes austro-allemandes seraient arrivées sur la rive droite de l'Arzona, et des patrouilles bulgares ont atteint Kavala. Les contingents serbes ont évacué Durazzo dont la défense sera assurée par des forces italiennes et albanaises.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR SUISSE

Genève, 15 février. — A propos du bruit selon lequel le colonel Sprecher donnerait sa démission le lendemain de la sentence du tribunal dans l'affaire des colonels, on se montre très réservé au Palais Fédéral. Le Conseil Fédéral a déjà refusé à deux reprises la démission que lui offrait cet officier, mais l'opinion générale est que sa situation de chef d'état-major est bien atteinte et que le bruit de sa démission pourrait parfaitement se confirmer.

Pourquoi l'offensive russe est suspendue en Bucovine

Pétrrogard, 16 février. — De la Rietz :

Nos autorités militaires expliquent le ralentissement de l'offensive en Bucovine et en Galicie, par ce fait que les Allemands, depuis plus de six mois qu'ils occupent ces territoires, s'y sont très solidement fortifiés.

Ils ont érigé sur toute la ligne du front de nombreux ouvrages échelonnés, en même temps qu'ils ont établi un réseau de chemins de fer souterrains.

En outre, nous posséderons des renseignements sur la concentration de forces ennemis importantes en Bucovine et en Galicie : on y amène des troupes des Balkans et du front occidental, voire de l'intérieur de l'Allemagne.

Tout cela prouve que notre adversaire multiplie ses efforts, allant même jusqu'à presque renoncer à toutes opérations actives sur les autres fronts pour contenir notre attaque.

Dans ces conditions, le temps d'arrêt sur notre front est concevable, mais notre décision de continuer notre marche en avant n'en est pas moins inflexible. »

Les Russes en Bessarabie

Genève, 15 février. — L'Indépendance Roumaine croit que l'offensive russe va reprendre, étant donné l'importance des mouvements de troupes signalés depuis deux jours en Bessarabie.

D'autre part, on mande de Zurich au Corriere della Sera, d'après les journaux autrichiens :

Tous les jours, on parle de préparatifs russes en Bessarabie. Hier, on annonçait un nouvel arrêt du service des chemins de fer, aujourd'hui on apprend qu'une commission militaire s'est réunie, présidée par le général Visoighin, commandant de l'armée de Bessarabie méridionale. Sur le front de Bessarabie, les travaux techniques des Russes seraient exécutés sous la direction d'officiers japonais et français. Cette nouvelle a été envoyée à la Reichspost du quartier général autrichien et elle émanerait de rapports d'officiers. Actuellement, l'artillerie russe opère suivant les règles francaises. »

Activité de l'artillerie italienne

Communiqué italien

Rome, 15 février. — Hier, dans le haut Isonzo, le duel intense d'artillerie a continué.

Dans les secteurs de Mrzli et de Vodil (Monte Nero), des retranchements et des abris de l'ennemi ont été démolis.

Sur Podgora, de hardies patrouilles s'avancent contre les retranchements ennemis y ont lancé de nombreuses bombes.

De même, sur le Carso, notre artillerie a bouleversé quelques tranchées ennemis, mettant en fuite les défenseurs, dont une partie a été prise sous le feu de notre infanterie.

On signale un raid d'avions autrichiens sur Brentonico (vallée de Lagarina), Schio (vallée de Leogra) et Latissano (plaine de Tagliamento). Les dégâts sont limités et il y a peu de victimes, presque toutes civiles.

Le bombardement de Schio a été arrêté par l'intervention de notre escadrille d'avions.

Dans la région de Gorizia, un de nos aviateurs a attaqué un avion ennemi et l'a obligé à prendre la fuite.

Signé : CADORNA.

Nouveaux raids d'avions autrichiens en Italie

Vicence, 15 février. — Des avions autrichiens ont paru hier sur la ville de Schio (situation à environ vingt-cinq kilomètres au nord-ouest de Vicence) ; ils ont lancé des bombes qui ont tué six personnes et en ont blessé plusieurs.

Forti, 15 février. — Ce matin, vers quatre heures, des avions ennemis ont survolé Rimini, lançant quelques bombes. Efficacement contrebutés par nos batteries antiaériennes, les avions se sont éloignés aussitôt dans la direction du nord-est.

Les dégâts sont très légers. Il y a deux blessés dans la population civile.

Menaces et rodomontades

Zurich, 15 février. — Le correspondant du Berliner Tageblatt au quartier général austro-hongrois rapporte les propos du chef des pilotes autrichiens. Celui-ci s'est vanté d'un bombardement qui aurait détruit à Ancône la gare et les installations électriques. « Que les avions italiens lancent une seule bombe sur une de nos villes, a-t-il ajouté, et nous prendrons une revanche une fois que, tenant cette réforme pour très importante, je prendrai des mesures pour qu'il fasse changer le nom de la ville. »

ÉTATS-UNIS ET ALLEMAGNE

Amsterdam, 15 février. — Le Lokal-Zeiger dit que des informations reçues de l'ambassadeur comme Bernstorff induisent à penser que le gouvernement américain abandonne quelques-unes de ses demandes irréalistes pour l'Allemagne, de sorte que l'accord des Etats-Unis et de l'Allemagne est considéré maintenant comme tout à fait certain.

Lundi soir, une dépêche de New-York annonce l'incendie d'une grande fabrique de munitions de l'Etat de New-York, en ajoutant qu'on ignorait la cause de l'incendie. Quelques heures plus tard, une seconde dépêche faisait savoir que l'importance de l'accident avait été fort exagérée : il n'y avait eu qu'une toute petite partie du bâtiment un peu brûlée par un tout petit incendie. Attendons-nous à lire la communication globale qui groupera tous les incendies, torpilles et autres crimes sous le nom de regrettables malentendus heureusement éclaircis par une bonne volonté réciproque.]

Les Autrichiens au Monténégro pendent et affament

Rome, 15 février. — On mande de Durazzo à l'Idea Nazionale qu'à la suite des violences auxquelles elles ont été soumises par l'envahisseur, les populations monténégrines des districts de Vasojevica, Plavo et Gusinje, se sont révoltées et, grâce à des armes et à des munitions qui avaient été cachées, elles ont forcé les autorités militaires autrichiennes à réclamer des renforts à Scutari ; la résistance continue avec succès.

Les Autrichiens en entrant dans le pays avaient annoncé un prochain envoi de grandes quantités de vivres, mais dès que le pays fut occupé, ils emportèrent le peu qui restait : partout on meurt de faim, l'argent est encore abondant, mais ne sert pas car les marchandises manquent.

L'Autriche, pour étouffer le mouvement, fait pendre tous les récalcitrants.

La situation paraît assez grave, pour que le haut commandement ait cru devoir demander des renforts en Dalmatie.

UN NAVIRE ANGLAIS A LA GOTE

Brest, 15 février. — Une violente tempête souffle depuis hier, vient de causer le naufrage du vapeur anglais Ashby, de Westhampstead.

Ce bâtiment s'est jeté sur les roches de Porzdon de l'île d'Ouessant.

Dix-huit hommes ont été sauvés ; le capitaine et un matelot ont péri.

LE CANADA FAIT PLACE NETTE

Londres, 15 février. — De Toronto au Times :

« Les soldats qui sont exercés à Calgary montrent une hostilité prononcée à l'égard des Allemands dans la ville et ils ont attaqué des établissements appartenant ou soupçonnés d'appartenir à des personnes d'une origine ennemie. Un hôtel situé dans un faubourg de la ville a été complètement détruit par une foule composée de civils et de soldats. Le bureau des patentés à Ontario refuse toute patente aux Allemands, même s'ils sont naturalisés, ou à un indigène d'origine germanique s'il a exprimé quelque sympathie pour les Empires centraux. A un meeting du City Hall, à Berlin (Ontario), l'assemblée a résolu d'adresser une pétition au conseil municipal pour qu'il fasse changer le nom de la ville. »

DEUX MÉTHODES

La Russie propage la liberté

Pétrograd, 16 février. — Le grand-duc Nicolas Nicolaievitch, vice-roi du Caucase, adresse au président du conseil des ministres une lettre appuyant le projet d'établissement des franchises communales au Caucase.

« Ayant étudié, dit-il, la situation des contrées confiées à mon administration, je me suis convaincu de l'opportunité de l'introduction, en Transcaucasie, des institutions communales autonomes.

« La préparation de la population du pays à une certaine indépendance dans le domaine des intérêts économiques et des autres intérêts locaux est désormais suffisante.

« Né me contentant pas des études déjà faites à ce sujet, et jugeant indispensable de placer cette question sur le terrain du réel, je demande à l'administration compétente de terminer dans le plus bref délai l'élaboration préparatoire et je déclare encore une fois que, tenant cette réforme pour très importante, je prendrai des mesures pour sa prompte réalisation. »

Et l'Allemagne propage la Kultur

Pétrograd, 15 janvier. — Des Viedomosti de Moscou :

« Les barbares allemands viennent d'inviter un nouveau procédé dans le genre de ceux qu'ils ont l'habitude d'employer, et qui est utilisé dans une large mesure par leur armée.

« Un des fondés de pouvoirs de la Croix-Rouge a apporté ces temps derniers de Pétrograd un morceau d'une matière inflammable dont sont bourrés les obus allemands : c'est une espèce de mastic de couleur jaune, coulé en forme de balles de shrapnelles et qui colle et s'enflamme à tout ce qu'il rencontre sur son passage, mettant le feu même au bois vert. »

« Des obus

2^{me} Édition

A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Discours de M. Asquith

M. Asquith prononce le discours suivant :

« A part une ou deux exceptions, peu de choses méritent d'être mentionnées sur le théâtre de la guerre. Durant les dernières semaines, il y a eu, en France, une recrudescence de l'activité des deux côtés et les Alliés maintiennent fermement leurs positions.

Sur les autres théâtres de la guerre, nous enregistrons avec satisfaction que, grâce à la prompte assistance apportée par nos alliés italiens, l'armée serbe qui se trouvait, il y a quelques mois, dans une situation précaire, a été évacuée d'Albanie et, après sa reorganisation, deviendra un facteur important dans la poursuite de la future guerre. »

Après avoir parlé du succès des opérations anglo-françaises au Cameroun, M. Asquith parle ensuite des opérations actuelles en Mésopotamie dit : « La situation, après avoir causé quelque anxiété, s'est considérablement améliorée. Le général Townshend tient ferme, possède d'amples approvisionnements et, malgré le mauvais temps, on espère bien qu'il pourra donner la main aux forces du général Aymer et qu'ainsi un échec aura été évité. Le principal aspect de la situation européenne durant les derniers trois mois a été le renforcement des relations des puissances alliées vers l'unité de contrôle dans la direction de la guerre, ce développement concernant aussi bien la diplomatie que la stratégie. »

« M. Briand, le distingué premier ministre de la France, nous a fait l'honneur de sa visite au commencement de l'année ; il est allé, depuis, à Rome où il a reçu un accueil des plus cordiaux et ces deux visites vont être, j'espère, suivies d'une conférence générale des puissances alliées à Paris, où la guerre sera examinée au point de vue diplomatique et stratégique. »

« Une grande intimité et une confiance croissante existent entre les Alliés, ainsi qu'une coopération dans la campagne sous

tous les aspects ; nous serons à même de contrebalancer les avantages que nos ennemis possédaient au début du conflit à la fois sur le terrain stratégique et diplomatique. »

« Il est de la plus haute importance que les Alliés acquièrent à leur tour cette supériorité sur l'ennemi. »

M. Asquith discute la

Toujours les auxiliaires

Le général Gallieni a publié, hier, une de ces excellentes circulaires, nettes et précises, dont il a le secret. Vous l'avez lue ici même ; elle concerne les auxiliaires. Le ministre prescrit aux commandants de région :

1^e De n'éloigner les auxiliaires de leur domicile que lorsque c'est vraiment nécessaire ;

2^e D'employer chacun selon sa profession, ses aptitudes et ses moyens.

3^e De ne garder que le nombre d'hommes strictement indispensables aux besoins.

Tout cela, c'est l'expression même de la logique et du bon sens, et on peut s'étonner qu'il ait fallu une circulaire, après dix-huit mois de guerre, pour le rappeler aux intéressés. A lire ces prescriptions, l'espérance vient que chacun se trouvera enfin mis à sa place, et qu'on ne verra plus des affectations qu'un humoriste n'aurait guère osé imaginer ailleurs qu'au vaudeville : des hommes qui dans la vie privée sont chefs d'industrie, ayant pour fonctions spéciales d'astiquer les rampes d'escalier au pétrole — une manière de résoudre la crise de l'essence — des manœuvres employées à la comptabilité, des cordonniers déchargeant du bois et des bûcherons réparant les souliers ! J'en passe qui auraient fait rire jadis, mais qu'on trouve moins drôles aujourd'hui.

Malheureusement, il y a dans cette grave affaire de l'utilisation des auxiliaires autre chose encore qu'une question de bonne volonté et de bon sens : il y a une question de méthode, et c'est toute la méthode qui est à réformer.

Soyez sûrs qu'on répondra au ministre que tous les auxiliaires sont occupés, qu'aucun ne chôme. Evidemment ! Seulement, là où il y en a dix ou cinq, un industriel avisé dans la vie civile, se tirrait d'affaire avec un. C'est la suite des errements d'avant la guerre, à l'époque où il y avait pléthora d'hommes et où l'objectif n'était pas de les occuper utilement, mais simplement de les occuper.

Aujourd'hui, les conditions sont plutôt différentes ! Et la circulaire du ministre vient rappeler très utilement que chaque homme, civil comme militaire, à condition qu'il soit à sa place représente une parcelle de la force vive du pays.

Mortimer-Mégrét

Le Contribuable et le perceuteur

Un perceuteur avait mis saisie-arrest sur les biens mobiliers appartenant à un contribuable de son ressort. Ce dernier a soumis hier l'affaire au tribunal des référés ; il demandait des délais pour bonsi alimentaires. Le perceuteur, de son côté, répondaient en soulignant l'incompétence du tribunal des référés. Ce tribunal s'est déclaré compétent par l'attentu suivant :

« Attendu que la saisie-arrest, même quand elle tend à conserver les droits du Trésor créancier d'impôts directs, est toujours, par sa nature, un acte qui relève de la compétence judiciaire, à la condition cependant que le contribuable atteint par la saisie ne mette en discussion ni l'assiette, ni le quantum de l'impôt qui lui est réclamé, auquel cas l'autorité judiciaire, sans se dessaisir de l'affaire, serait obligée de se soustraire au jugement de validité de la saisie-arrest jusqu'au jour où la juridiction administrative aurait jugé la contestation préjudiciable. »

La question des délais sera tranchée à fruitaine.

Montrez l'« Oeuvre » à votre voisin

FEUILLETON DE L'« OEUVRE »
du 16 février 1916

5

La Captivité

DE

Grand-père

TEXTES ET DESSINS

de
LOUIS MORIN

Nampcel est à cinq kilomètres de Moulin-sous-Tout-Vent. Nous y arrivâmes vers une heure du matin. En route, on nous avait annoncé que nous serions enfermés dans l'église, comme nous l'avions été à Moulin. Quand nous y entrâmes, éclairés par une seule bougie, les hommes de Nampcel et de Blérancourt-Delle qui y étaient entassés, au nombre de deux cents environ, se levèrent sur leur séant, réveillés en sursaut, ahuris par l'arrivée de cette bande confuse d'hommes, de femmes et d'enfants escortés de soldats allemands. On leur fit céder un coin et nous nous reposâmes comme nous pûmes, serrés les uns contre les autres, comme de pauvres bêtes que l'on parque sur un marché.

L'église avait été vidée de ses bancs, pour qu'il y eût plus de place. Ils avaient été entassés sur la place où ils servirent pendant l'hiver au chauffage des

Allemands et au nôtre ; le bois de banc des vieilles églises est un bon bois de chauffage ; il est sec depuis des siècles et graissé convenablement par les millions de mains qui se sont promenées sur lui.

Au petit jour tout le monde se réveilla : les gens se reconnaissent et trouvèrent des amis ou des connaissances en ceux qu'ils avaient été disposés à regarder comme des intrus et des gêneurs ; ils surent même dominer une mauvaise humeur bien naturelle en voyant que nos femmes, qui avaient la libre sortie, comme à Moulin, nous rapportaient des légumes pris où il y en avait, c'est-à-dire dans les jardins d'alentour. En bons Français, ils comprîrent que chacun doit sacrifier son petit bien à l'intérêt général, qui était en ce moment d'améliorer l'ordinaire, pour éviter les maladies.

Ah ! l'ordinaire, quelle misère ! Il se composait ici de quartiers de chevaux



Ils se leveront sur leur séant, réveillés en sursaut

Les idées qui passent...

Reconstructions anglaises

Le célèbre romancier anglais H.-G. Wells poursuit, au *Temps*, la série de ses prévisions. Que sera « demain » ? Wells est, à l'ordinaire, d'un assez sombre pessimisme. Ses prophéties d'aujourd'hui sont, cependant, d'un accent réconfortant :

Pouvons-nous espérer que l'Angleterre, au sortir de cette guerre, entrera d'emblée dans une phase de prospérité retrouvée et bientôt croissante ?

Comme tout le monde, j'ai essayé et j'essaie encore de formuler une réponse quelconque à cette question. Mon état d'esprit, au cours de ces quelques derniers mois, a oscillé entre un optimisme considérable et un découragement profond. J'ai été en rapport avec bon nombre de jeunes hommes en kaki : ex-ingénieurs, avocats, ex-instituteurs, ex-négociants de toutes sortes : l'un d'eux était un ex-professeur de littérature anglaise dans une université allemande. Et, tout bien pesé, j'ai retiré de ce commerce de l'Entente dans la péninsule des Balkans. Je n'y saurais découvrir une excuse pour une abdication d'indépendance et de dignité, surtout d'un Etat latin qui nous avons toujours considéré comme la sentinelle avancée de la claire pensée gréco-latine dans les confusions de l'Orient.

Le pillage de la Serbie

Voici un document typique, que nous révèle le *Mercredi de France*, et qu'il faut ajouter au dossier déjà lourd du vandalisme austro-boche :

Le comte Tisza a déclaré qu'une commission spéciale vient d'être nommée, d'accord avec l'Allemagne, pour estimer la valeur des objets contenus dans le musée de Belgrade et veiller à leur attribution. Une partie de ces objets, a ajouté le comte Tisza, ont déjà été expédiés à Vienne, et d'autres vont l'être à Berlin... L'argenterie de la cour de Serbie sera transportée à Sofia et considérée comme propriété de la couronne bulgare. Il en sera de même de la riche bibliothèque du séminaire de Niš, qui sera attribuée à la Bibliothèque nationale bulgare.

France et Amérique

M. Whitney Warren, ce grand artiste américain dont on connaît en France les sentiments fraternels (nous avons récemment publié un extrait d'une conférence faite par lui à New-York et dont le texte avait paru à la *Renaissance*), donne au *Journal* un article qui atteste son inébranlable attachement à notre cause :

L'objet de la présente guerre est beaucoup plus noble que Berlin ne voudrait nous le faire croire, et la France est le drapéau autour duquel se sont ralliés tous les peuples généreux. Nous devons considérer que le triomphe des Alliés sera, avant tout, le triomphe des grands principes qu'ils a toujours défendus, qui sont la condition même de notre existence, la charte de notre constitution. Toutes les autres consti-

tuent l'ennemi de l'ordre mondial. L'Allemand, homme d'affaires à Paris avant la guerre, a eu le toupet, avant l'ouverture du procès, de déposer les conclusions suivantes :

Après s'être plaint amèrement de la vie qu'il menait dans un camp de concentration où il était interné, le prévenu déclare qu'il « se voit obligé et autorisé, nonobstant son profond respect et sa grande déférence personnelle pour la justice française, à proposer et à introduire un déclinatoire complet, absolu, valable pendant toute la durée des hostilités contre toute la magistrature française, tant assise que debout, pour suspicion légitime : *Ratione personae in bello germano-gallico*.

Steinberg, dans ses longues conclusions, demande *in fine* à être mis en liberté provisoire, pour aller attendre la fin des hostilités à Lausanne ; un mois après la guerre terminée, il s'engage sur l'honneur à se présenter devant ses juges.

Inutile de dire que le tribunal a rejeté ces conclusions et que l'affaire a commencé aussitôt à être jugée.

La continuation du procès a été remise à lundi prochain.

dérations passent après celle-là. Nous ne permettrons pas qu'on rabaisse le débat ; nous ne chercherons pas à savoir si, en donnant notre appui moral à la cause des Alliés, nous faisons le jeu de telle ou telle puissance ; nous nous persuaderons simplement qu'il y a des doctrines générales universelles qui dépassent les cas particuliers, et que la France les symbolise.

La Roumanie

Voici bien longtemps qu'on nous assure et nous promet que l'« heure roumaine » va sonner. M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) l'espère, sans oser l'affirmer :

Je ne saurais me résoudre à l'idée que la Roumanie acceptera de sombrer dans le déluge d'asservissement universel que l'Allemagne rêve encore de déclencher sur l'ensemble de notre civilisation. Personne ne sent avec plus de vivacité que moi les incroyables fautes de la diplomatie de l'Entente dans une université allemande. Et, tout bien pesé, j'ai retiré de ce commerce

de la conviction vivace qu'il y a en Angleterre le ressort, la volonté, l'intelligence nécessaires à l'œuvre de reconstruction nationale, si ardue et si difficile soit-elle.

Le pillage de la Serbie

Voici un document typique, que nous révèle le *Mercredi de France*, et qu'il faut ajouter au dossier déjà lourd du vandalisme austro-boche :

Après avoir renoncé à forcer notre front, après avoir manqué un enveloppement sur la gauche, il leur reste à tenir le coup de l'enveloppement sur la droite. Et l'hypothèse se présente chaque jour plus vraisemblable d'une menace par la Suisse. A travers cette région de plateau, ce Hugeland, comme disent les géographes boches, où ils pensent pouvoir trouver à déployer leurs masses. Ce n'est pas la dernière infamie à commettre. Mais c'est la preuve à établir définitivement qu'aucun neutre ne peut trouver sa sécurité qu'à nos côtés. Si l'enveloppement à droite échoue, que fera l'Allemagne ? Par où la sortie ? Par où la solution ?

Vont-ils violer le territoire suisse ?

L'Allemagne est pressée d'attaquer, nous explique M. Albert Milhaud dans le *Rappel*. Que va-t-elle tenir ?

Après avoir renoncé à forcer notre front, après avoir manqué un enveloppement sur la gauche, il leur reste à tenir le coup de l'enveloppement sur la droite. Et l'hypothèse se présente chaque jour plus vraisemblable d'une menace par la Suisse. A travers cette région de plateau, ce Hugeland, comme disent les géographes boches, où ils pensent pouvoir trouver à déployer leurs masses. Ce n'est pas la dernière infamie à commettre. Mais c'est la preuve à établir définitivement qu'aucun neutre ne peut trouver sa sécurité qu'à nos côtés. Si l'enveloppement à droite échoue, que fera l'Allemagne ? Par où la sortie ? Par où la solution ?

Tenir, et ne pas oublier

De M. Léon Bailby (*Intransigeant*) :

C'est surtout si la campagne devait se terminer en une guerre d'usure qu'il importe de maintenir dans la population civile « l'esprit de guerre », la tension, la volonté de vaincre. Ils ont autant de mérite, sinon plus, nos soldats à supporter longuement la défense immobile dans la bête gluée qu'à s'élançer à l'assaut. Ne les oubliions pas un instant. Ne leur donnons pas le sentiment qu'ils pourraient devenir pour nous de lointains amis, auxquels on se déshabille de penser. Surveillons tout ce qui, dans la vie quotidienne, nous entraîne à un relâchement de nos soucis pour les absents. Ne soyons pas des ingrats pour ceux qui nous ont tant donné, puisqu'ils nous ont rendu la fierté, la joie et la raison de vivre.

Malgré les circonstances exceptionnelles, le Conseil a estimé devoir procéder à des évaluations aussi rigoureuses que possible des postes de l'actif pour lesquels il dispose d'éléments d'appreciation. Il a chiffré ainsi à 6.916.606 fr. 52 les dépréciations du portefeuille-titres et divers amortissements. En ce qui concerne le surplus de l'actif dont divers postes sont susceptibles d'être affectés par les événements, son évaluation ne saurait être faite avec exactitude, et le Conseil a constitué, en regard de cet actif, une provision de 5 millions de francs. Après passage des écritures, qui absorbent une partie des bénéfices réservés, le bilan apparaît avec une réserve supplémentaire de 1.600.000 francs et une provision pour amortissements et dépréciations éventuelles de 5 millions, laissant intacte la réserve légale de 2.435.408 fr. 55.

La situation de trésorerie est constamment fortifiée pendant l'année sociale et, depuis la clôture de l'exercice, des réalisations d'environ 30 millions de francs ont été effectuées sur divers postes de l'actif, notamment sur le portefeuille-titres et les reportés. L'assemblée a approuvé les comptes et renouvelé les mandats de MM. H. Bousquet et L. Odier, administrateurs sortants, de M. de Lauris, censeur sortant, ainsi que ceux de MM. Bergaud et Frachon, commissaires.

BANQUE FRANÇAISE pour le Commerce et l'Industrie

L'assemblée générale annuelle des actionnaires a été tenue le 25 janvier, sous la présidence de M. René Boudon, président.

L'exercice commence le 1^{er} août 1914 a, naturellement, subi la répercussion des événements de guerre. Les produits bruts ont atteint 3.980.430 fr. 49, et les produits nets 2 millions 374.077 fr. 39.

Malgré les circonstances exceptionnelles, le Conseil a estimé devoir procéder à des évaluations aussi rigoureuses que possible des postes de l'actif pour lesquels il dispose d'éléments d'appreciation. Il a chiffré ainsi à 6.916.606 fr. 52 les dépréciations du portefeuille-titres et divers amortissements. En ce qui concerne le surplus de l'actif dont divers postes sont susceptibles d'être affectés par les événements, son évaluation ne saurait être faite avec exactitude, et le Conseil a constitué, en regard de cet actif, une provision de 5 millions de francs. Après passage des écritures, qui absorbent une partie des bénéfices réservés, le bilan apparaît avec une réserve supplémentaire de 1.600.000 francs et une provision pour amortissements et dépréciations éventuelles de 5 millions, laissant intacte la réserve légale de 2.435.408 fr. 55.

La situation de trésorerie est constamment fortifiée pendant l'année sociale et, depuis la clôture de l'exercice, des réalisations d'environ 30 millions de francs ont été effectuées sur divers postes de l'actif, notamment sur le portefeuille-titres et les reportés.

L'assemblée a approuvé les comptes et renouvelé les mandats de MM. H. Bousquet et L. Odier, administrateurs sortants, de M. de Lauris, censeur sortant, ainsi que ceux de MM. Bergaud et Frachon, commissaires.

QUESTION DIVERSES

L. Bonhomme. — Vous ne pouvez rien exiger. Insistez. Nous aborderons ce sujet.

Bazot. — C'est scandaleux et heureusement exceptionnel. Le mobilisé riche a le droit de ne pas payer son débiteur pauvre, fût-ce un ouvrier qu'il a fait travailler.

C. R. L. 66. — Si vous avez plus de deux enfants à votre charge, vous pouvez réclamer l'indemnité.

Réformé temporaire. — Vous repassez la contre-visite trois mois après la réforme.

Guichard. — Aucune circulaire n'autorise cet insigne.

Girard. — Demandez l'autorisation de transport au ministère des colonies.

Frisch. — Oui, ce serait comme armurer.

PRIERE FAIRE CONNAITRE adresse du curé de Perrenchies (Nord), de retour des régions envahies. — Ch. Julien, 5, rue Marcellier, Paris.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

E. ANCEAU, directeur.

Dorenlot. — Après le sous-préfet, il y a la commission supérieure. Ecrivez-nous.

J. Bernard. — Il faut malheureusement déclamer à la livraison même ou refuser.

C. C. Belleville. — Ecrivez à l'Assistance publique.